

“Les libéraux tentés par une alliance avec l’extrême droite”
Le monde, 26/04/2019 (extraits)

Argumentaire qui permet de comprendre que la stratégie électorale décidée par Albert Rivera pour son parti Ciudadanos (virage à droite) pour tenter de s'imposer comme force majeure (détrôner à droite le Parti Populaire) dans les élections du 28 avril puis du 10 novembre était erronée et dangereuse pour la démocratie et pour le parti lui-même (certains cadres ont d'ailleurs démissionné entre les deux élections, comme Toni Roldán, porte-parole et responsable du programme économique de C's, ou Rivera lui-même à l'issue du résultat des élections du 10N, véritable débâcle pour le Parti qui n'a obtenu que 10 sièges de députés au Congrès.

Pour eux, tout est bon pour empêcher un nouveau gouvernement du leader socialiste et actuel chef de l'exécutif, Pedro Sanchez, qu'ils accusent dans des discours enflammés d'être disposé à « négocier l'unité nationale » avec les « séparatistes catalans et les ex-terroristes basques », afin de « conserver le pouvoir » et de vouloir « gracier » les dirigeants indépendantistes, actuellement jugés par la Cour suprême. Pour l'éviter, ils préfèrent un accord avec le parti d'extrême droite Vox.

Albert Rivera a déjà proposé à Pablo Casado un « gouvernement de coalition ». Et le président des conservateurs a affirmé que le dirigeant libéral « n'[était] pas [son] adversaire » en plein débat télévisé. Tous deux défendent une remise sous tutelle partielle de la Catalogne.

Para ellos, todo es bueno para impedir un nuevo gobierno del líder socialista y actual jefe del ejecutivo, Pedro Sanchez, a quien acusan en discursos encendidos de estar dispuesto a « negociar la unidad nacional » con los « separatistas catalanes y los exterroristas vascos », para « conservar el poder », y al que acusan de querer « indultar » a los dirigentes independentistas, actualmente juzgados por la Corte Suprema. Para evitarlo, prefieren un acuerdo con el partido de extrema derecha VOX.

Albert Riviera ya le propuso a Pablo Casado un « gobierno de coalición ». Y el presidente de los conservadores afirmó que el dirigente liberal « no era su adversario » en pleno debate televisivo. Los dos líderes defienden la puesta bajo tutela parcial de Cataluña.

Et puisque aucun sondage ne leur donne la majorité absolue à eux deux, ils ont assumé et fait comprendre à leurs électeurs, qu'ils devront compter sur le soutien de Vox. Comme en Andalousie, où ils ont formé une coalition et pris le pouvoir en décembre 2018, grâce aux voix des douze députés régionaux d'extrême droite.

Vox a bénéficié d'une normalisation express de son discours. Le fait que le PP et Ciudadanos aient eu besoin de lui pour former une majorité qui leur permette de détrôner le gouvernement socialiste en Andalousie en a fait un acteur politique comme les autres. Tout comme la manifestation conjointe pour l'unité de l'Espagne de février, à Madrid. [...] C'est un pari risqué car la moitié des électeurs de Ciudadanos préfère un accord avec les socialistes à un gouvernement des trois droites. Et le fait que Ciudadanos ait posé un veto à tout possible accord post-électoral avec les socialistes, mais pas avec l'extrême droite, a contribué aussi à cette normalisation.

Y ya que **ningún** sondeo les da una mayoría clara entre ellos dos, los dos partidos han asumido y les **han dado a entender** a sus electores, que tendrán que obtener el apoyo de VOX. Como en Andalucía, donde crearon una coalición y tomaron el poder en diciembre 2018, gracias al voto de doce diputados regionales de extrema derecha.

VOX **se benefició de** una normalización exprés de su discurso. El hecho de que el PP y Ciudadanos necesitaron el partido de extrema derecha para formar una mayoría que les permitiera **derrocar** al gobierno socialista andaluz lo **convirtió en** un actor político como los otros. La manifestación con los otros partidos por la unidad de España en febrero en Madrid también lo ayudó. Es **una apuesta arriesgada** porque la mitad de los electores de Ciudadanos prefieren un acuerdo con las socialistas que con un gobierno de las tres derechas. Y el hecho de que Ciudadanos utilizó su **veto** para impedir **cualquier** acuerdo postelectoral con los socialistas, pero no con la extrema derecha, **contribuyó** también a esa normalización.